

Communiqué de presse

Après l'élection de Dominique Strauss-Kahn à la direction du FMI , le CADTM dénonce une mascarade électorale

dimanche 30 septembre 2007, par [CADTM](#), [MILLET Damien](#), [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 28 août 2007).

Depuis sa création en 1944, le FMI a toujours eu un directeur général issu d'un pays ouest-européen, en échange de quoi la présidence de la Banque mondiale est toujours revenue au candidat désigné par le président des Etats-Unis.

Alors que le thème de la bonne gouvernance est régulièrement mis en avant par les grandes puissances quand cela sert leurs intérêts, elles viennent une nouvelle fois de se livrer à une mascarade électorale en nommant à la tête du Fmi le socialiste français Dominique Strauss-Kahn.

La candidature du Tchèque Josef Tosovsky, qui n'était même pas soutenu par son propre pays, ne fait pas illusion : le vote était acquis d'avance pour le candidat désigné par l'Union européenne. A l'opposé d'un processus réellement démocratique, la règle tacite de partage de pouvoir entre Etats-Unis et Union européenne a toujours cours.

Le CADTM ne voit donc aucune raison de se réjouir de la nomination de Dominique Strauss-Kahn.

Le CADTM tient d'abord à rappeler que le FMI est une institution qui, depuis plus de 60 ans, exige avec la plus grande brutalité que les dirigeants des pays dits « en développement » appliquent des mesures économiques servant l'intérêt des riches créanciers et des très grandes entreprises. Dans ce but, durant les dernières décennies, le FMI a apporté un soutien essentiel à de nombreux régimes dictatoriaux et corrompus, de Pinochet au Chili à Suharto en Indonésie, de Mobutu au Zaïre à Videla en Argentine, et actuellement encore de Sassou Nguesso au Congo-Brazzaville à Déby au Tchad, et tant d'autres. Depuis la crise de la dette au début des années 1980, le FMI impose aux forceps des programmes d'ajustement structurel aux conséquences dramatiques pour les peuples du Sud : réduction drastique des budgets sociaux et des subventions aux produits de première nécessité, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs avec les multinationales, production tournée vers l'exportation et abandon du principe de souveraineté alimentaire, privatisations massives, fiscalité aggravant les inégalités...

Voilà pourquoi de nombreux pays refusent désormais la tutelle du FMI, ses

remèdes frelatés ne trompant plus les peuples du tiers-monde qui connaissent trop bien les souffrances qu'ils impliquent et se sont saignés aux quatre veines pour rembourser une dette immorale et largement odieuse.

Dans ces conditions, le CADTM réclame avant tout un débat public sur l'architecture financière internationale nécessaire pour apporter des solutions justes et durables aux centaines de millions de personnes qui s'enfoncent dans la misère à cause des orientations économiques décidés par le FMI.

L'urgence pour le CADTM consiste donc en l'abolition de ce FMI qui a largement fait la preuve de son échec en termes de développement humain et en son remplacement par une institution transparente et démocratique, dont la mission serait centrée sur la garantie des droits fondamentaux.

Contacts :

Damien Millet, président du CADTM France, france.cadtm.org, 00 33 6 60 54 27 13

Eric Toussaint, président du CADTM Belgique, international.cadtm.org, 00 32 486 74 47 52